

**Edito du journal du 7 décembre 2005**

**Moratoire sur les OGM**

## **Les Européens voteraient-ils différemment ?**

L'initiative pour des aliments produits sans manipulations génétiques a été acceptée dans tous les cantons, et par une très confortable majorité de près de 56 % des votants. C'est un record et un très beau résultat pour une initiative populaire combattue à la fois par le Conseil fédéral et par le Parlement.

Bravo à toutes celles et à tous ceux qui se sont mobilisés pour la campagne, et qui ont œuvré pour faire passer la rampe à cet important moratoire pour l'agriculture de notre pays. C'est une belle victoire. Elle marque aussi une évolution réjouissante des relations du monde paysan avec les milieux écologistes, de consommateurs, de développement. Tous ont travaillé de concert pour faire réussir l'initiative. Y aura-t-il à l'avenir sur d'autres thèmes un réalignement similaire et durable des alliances et des collaborations ? Il est peut-être encore un peu tôt pour l'affirmer, mais tout laisse à penser que les coalitions traditionnelles du monde agricole avec certains partis politiques et certains lobbies économiques sont plutôt moribondes.

On pourra rapidement s'en rendre compte à la lecture des positions des uns et des autres sur PA 2011, et au cours des débats qui s'en suivront au Parlement fédéral en 2006.

### **Un signal fort pour la Suisse**

C'est l'unanimité des cantons, des deux côtés de la barrière de röstis, et la concordance des résultats entre les villes et les campagnes, qui donnent encore plus de force au résultat de l'initiative. La raison "citoyenne" l'a emporté sur les intérêts commerciaux des drogués du profit immédiat et sur les soi-disant recettes miracle dont les impacts sur l'environnement, la santé animale et la santé humaine n'ont pas encore été correctement étudiés. C'est un signal fort qui a été lancé en faveur d'une agriculture durable, de proximité et de qualité. Et c'est un verdict démocratique sans ambiguïté qui a été rendu le 27 novembre.

### **Un signal fort pour l'Europe**

Mais c'est aussi un formidable signal lancé à nos voisins immédiats de l'Union européenne et à nos voisins un peu plus lointains du village planétaire ! Il n'y a en effet pas de raisons de penser que leur voix serait différente que celle des citoyens suisses s'ils avaient eux aussi la possibilité de se prononcer sur les OGM par un bulletin de vote en bonne et due forme.

Le résultat du 27 novembre va conforter tous ceux qui en sont réduits encore aujourd'hui à entreprendre des actions de désobéissance civile, à subir des procès et à être sanctionnés lourdement pour tenter de créer un vrai débat démocratique dans leurs pays respectifs, notamment en France.

Le résultat va aussi encourager les 160 régions de l'Union européenne qui se sont déclarées zones libres d'OGM à faire reconnaître leur volonté et leurs décisions auprès de la Commission européenne.

## **L'Autriche va relancer le débat dans l'UE**

C'est l'Autriche qui a réagi le plus rapidement aux résultats de la votation suisse. Elle a toujours défendu une interdiction des OGM sur son territoire. Mais c'est elle qui assurera la présidence tournante de l'Union européenne à partir de Janvier 2006. Elle va en profiter pour lancer un grand débat sur les OGM, suite au verdict des citoyens helvétiques. Son ministre de l'agriculture Joseph Proell a annoncé qu'une Conférence sur l'utilisation d'OGM en agriculture aurait lieu les 4 et 5 avril prochains. Tant les autorités italiennes qu'autrichiennes ont déclaré que le vote des citoyens suisses prouvait la forte opposition des Européens à l'utilisation d'OGM dans l'agriculture, même si la Suisse n'était pas membre de l'Union européenne. Le ministre italien de l'agriculture Giovanni d'Alemanno a estimé de son côté que le résultat de la votation Suisse "ferait réfléchir les gens".

La Commission européenne n'a pas commenté à chaud les résultats de la votation, mais a confirmé qu'elle en étudierait les implications dans ses relations commerciales avec la Suisse.

La Suisse dispose maintenant de 5 ans pour entreprendre les recherches indispensables sur les risques et les impacts des OGM sur l'environnement et la santé. Elle dispose également de 5 ans pour promouvoir une agriculture en phase avec les attentes de la majorité des habitants du pays. Il faudra rester très attentif aux multiples surprises et rebondissements qui ne vont pas manquer de surgir d'ici novembre 2010, date à laquelle la question d'une prolongation ou non du moratoire sur les OGM se reposera.

*Uniterre*